

Service : Aménagement et urbanisme des territoires
Bureau : Prévention des Risques

Moulins, le

17 AOÛT 2023

La préfète de l'Allier

à

Madame la présidente de la mission
régionale d'autorité environnementale
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**OBJET : recours gracieux contre la décision
N°2023-ARA-KKPP-3041**

Je vous ai transmis le 9 mars 2023 une demande d'examen au cas par cas relative à la révision des plans de prévention des risques (PPRi) de la rivière Besbre sur les communes de Lapalisse, Saint-Prix, Jaligny et Dompiere-sur-besbre.

Vous avez accusé réception du dossier complet le 20 avril 2023, sous la référence 2023-ARA-KKPP-3041.

Par décision en date du 20 juin 2023, vous m'avez informée de la soumission de ce projet de révision des PPRi de la rivière Besbre à évaluation environnementale.

Or, cette révision ne m'apparaît pas, en tant que telle, avoir d'incidences notables sur l'environnement et la santé humaine qui justifieraient une évaluation environnementale.

D'une façon générale, le PPRi, par son règlement, vise à réduire les impacts négatifs du risque inondation. Il concourt à protéger les biens et les personnes, et à préserver le champ d'expansion des crues. **Il a donc vocation, avant toute autre considération, à préserver l'environnement et la santé humaine.**

La révision du PPRi aura des incidences directes positives sur la protection des personnes et des biens, ainsi que le cadre de vie et l'exposition des populations aux pollutions et aux nuisances. Elle n'aura pas d'impact indirect négatif et les impacts cumulés resteront positifs sur l'ensemble du territoire de la commune.

Par rapport aux questionnements sur la révision du PPRI qui semblent avoir conduit à votre décision de soumettre la révision des PPRI de la Besbre à évaluation environnementale vous trouverez ci joint un rapport répondant précisément.

Je souhaite insister sur trois points :

- concernant un éventuel report d'urbanisation, la finalité d'un PPRI, rappelé ci-dessus, est de protéger les populations des risques inondations. Il ne relève pas de ce document d'appréhender d'éventuel report d'urbanisation. C'est au document d'urbanisme de définir les zones à urbaniser, donc aux élus locaux, sous le contrôle de l'État, en application des réglementations relatives à la sobriété foncière (ZAN). Le PPRI est quant à lui élaboré par l'État.
- concernant la prise en compte du changement climatique, en l'absence de toutes études fiables et donc de méthode validée permettant d'identifier des effets concrets au niveau local, et afin d'éviter tout risque juridique, il ne paraît pas envisageable de s'écarter de la réglementation en vigueur pour déterminer l'aléa de référence.
- concernant la justification des choix opérés s'agissant de la modélisation, et du périmètre retenu, la note ci-jointe répond à vos remarques. Toutefois, vos constats ne peuvent justifier une soumission du PPRI, fussent-ils justifiés, comme valant justification de votre choix de soumettre le PPRI à évaluation environnementale.

Aussi, je sollicite de votre part le retrait de votre décision du 20 juin 2023 et la prise d'une décision exemptant la révision du PPRI de la Besbre sur les communes de Lapalisse, Saint-Prix, Jaligny et Dompierre-sur-Besbre d'évaluation environnementale.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général

Olivier MAUREL